

20596 - Saint-Bernard (rattachée à Piblange en 1973).

Canton de Bouzonville. Annexe de la paroisse d'Aboncourt.

1813 - 1870

Mode de classement : Répertoire numérique détaillé, 20 décembre 2021.

20596/1

Administration générale.

1835 - 1868

Ateliers de charité.

Etat d'emploi de la subvention de 100F accordée pour procurer du travail aux indigents (avec délibération déclarant que la commune n'a aucune ressource disponible, 1847).

Budget.

Lettre du maire informant le préfet de l'absence de ressources pour combler le déficit (1849).

Instructions réglant le budget et ordonnant que le conseil municipal régularise sa situation financière lors de l'établissement du budget supplémentaire (1853).

Personnel.

Instituteurs : instruction ordonnant que le receveur municipal avance la subvention départementale de 93F (1850) ; approbations des réclamations : - de l'ancien instituteur provisoire François Chaumont tendant à obtenir le paiement du complément de son traitement (1852, 1853) ; - de l'instituteur Louis Schlodenhoff tendant à obtenir le paiement du solde de son traitement (1856) ; - de l'inspecteur d'académie tendant à obtenir le paiement du 1er trimestre dû au sieur Perrin (1863) ; observations ordonnant au maire de faire solder le traitement dû à Perrin sur les ressources communales et l'informant du versement d'une subvention de 100F (avec décompte de la rétribution scolaire, états de situations financières de la commune et état de situation du traitement de l'instituteur, 1863) ; lettre du maire informant le préfet du paiement des sommes dues au fils de feu l'instituteur Joseph Lamarle (1868).

Gardes champêtres : approbation de la révocation de François Lecomte compte tenu de son âge (1835, 1836) ; remplacement à la demande du maire de Georges Barthel par l'ancien militaire et conseiller Adam Oberlender (1854) ; procès-verbal de gendarmerie constatant une infraction à la police des cabarets commise par Oberlender et remplacement de ce garde par Jean Saulny (avec observations refusant que le nouveau garde conserve ses fonctions de conseiller, 1855) ; remplacements des démissionnaires François Métrich par l'ancien instituteur et conseiller démissionnaire François Chaumont (1862) et Chaumont par l'ancien militaire Adam Lorrillard (1863).

20596/2

Biens communaux.

1813 - 1865

Propriété.

Rejet de la réclamation du maire contre la prise de possession des biens communaux par la Caisse d'amortissement (1813).

Echanges de terrains avec le sieur Leconte.

Autorisation ministérielle (1814).

Rentes foncières.

Autorisations de rembourser des capitaux de cens dus à la commune données au cultivateur Jean-Baptiste Gilbert (1854), à Jacques Mousler, Jean-Baptiste Degrouette, François Chaumont et la veuve Destouche née Watrin (1862).

Exploitations de haies.

Autorisations de vendre la haie située le long d'un chemin vicinal et d'employer le produit à la replantation et au remplacement des auges de la fontaine (1828).

Vente de la coupe d'une haie située au canton des Vignes en faveur de Pierre Fievet (1865).

Vaine pâture.

Rejet de la pétition du cultivateur Pierre Fiévet tendant à obtenir l'autorisation de laisser ses chevaux pâturer la nuit (1865).

Réseaux d'eaux.

Proposition du sous-préfet d'accorder un secours de 350F pour financer les réparations des fontaines et abreuvoirs (1822).

Observations demandant au sous-préfet de faire rédiger un devis détaillé explicatif des grosses réparations à exécuter aux fontaines et de faire établir une souscription volontaire afin de permettre l'instruction de la demande de secours (1852).

Allocation d'un secours de 187,87F et autorisation de faire exécuter les travaux d'établissement d'une auge au milieu du village (1861).

Forêt royale de Villers-Bettlach.

Refus d'autoriser les habitants à arracher des herbes (1832).

20596/3

Ecole.

1843 - 1870

Equipement.

Allocation d'un secours ministériel de 80F pour financer l'achat de mobilier scolaire (1853, 1854).

Approbation du vote d'un crédit de 70F pour acheter un fourneau et avis favorable au versement d'un secours pour financer le surplus de la dépense (1868).

Construction.

Instructions au sous-préfet relative à la demande de secours présentée par la commune pour l'aider à acheter un terrain et construire une maison d'école (1843) et autorisant l'exécution des travaux (1844).

Agrandissement.

Projet : instruction au sous-préfet recommandant que le maire fasse réaliser les améliorations préconisées par l'inspecteur d'académie (1857) ; proposition de nommer l'instituteur François-Hubert Perrin et projet d'agrandir l'école pour lui fournir un logement (1862, 1863) ; examen et approbation du projet de travaux (avec 2 plans proposés par le conseil des bâtiments civils, 1865-1867).

Autorisation d'acheter un terrain à Jean Saulny (avec copies de délibérations de 1864 et 1865, 1866, 1867).

Approbation du procès-verbal d'adjudication en faveur de Jean-Alexandre Daniel d'Ebersviller (1867).

Déplacement des écuries du sieur Polu pour obvier aux infiltrations d'urines dans la salle d'école (1868, 1869).

Financement : allocation d'un secours ministériel de 2000F (1863-1867) ; délivrance d'un secours ministériel supplémentaire de 1000F (1867) ; autorisation de lever une imposition extraordinaire sur 10 ans (1865-1868) et d'emprunter 1050F (1867-1869) ; observations sur le vote d'une imposition extraordinaire pour payer la 2e annuité de l'emprunt (1870).